


Réfs cabinet. 230002 - CEGC 

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

Sous l'exécution desquelles sera requise la vente judiciaire, à l'audience des ventes forcées du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de LIMOGES, après accomplissement des formalités prescrites par la loi, au plus offrant et dernier enchérisseur, en **DIX** lots, des immeubles dont la désignation suit :

- **PREMIER LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, le lot de copropriété n°2 : Appartement n° B1 situé au 1^{er} étage, comprenant 3 pièces et d'une surface d'environ 107,73 m² ;

**MISE A PRIX PREMIER LOT : SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS
(65.000, 00 €)**

- **DEUXIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, le lot de copropriété n° 3 : Appartement n° B2 situé au 1^{er} étage, comprenant 3 pièces et d'une surface d'environ 54,94 m² ;

**MISE A PRIX DEUXIEME LOT : TRENTE-DEUX MILLE EUROS
(32.000, 00 €)**

- **TROISIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, lot de copropriété n°4 : Appartement n° C1 situé au 2^{ème} étage, comprenant 3 pièces et d'une surface d'environ 72,49 m² ;

**MISE A PRIX TROISIEME LOT : QUARANTE-DEUX MILLE EUROS
(42.000, 00 €)**

- **QUATRIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, lot de copropriété n° 5 : Appartement n° C2 situé au 2^{ème} étage, comprenant 1 pièce et d'une surface d'environ 39,78 m² ;

**MISE A PRIX QUATRIEME LOT : VINGT-DEUX MILLE EUROS
(22.000, 00 €)**

- **CINQUIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, lot de copropriété n° 6 : Appartement n°C3 situé au 2^{ème} étage, comprenant 1 pièce et d'une surface d'environ 28, 92 m² ;

**MISE A PRIX CINQUIEME LOT : DIX-SEPT MILLE EUROS
(17.000, 00 €)**

- **SIXIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, le lot de copropriété n°7 : Appartement n°C4 situé au 2^{ème} étage, comprenant 1 pièce et d'une surface d'environ 26, 38 m² ;

**MISE A PRIX SIXIEME LOT : DIX-SEPT MILLE EUROS
(17.000, 00 €)**

- **SEPTIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, le lot de copropriété n°8 : Appartement n° D1 situé au 3^{ème} étage, comprenant 3 pièces et d'une surface d'environ 74, 89 m² ;

**MISE A PRIX SEPTIEME LOT : QUARANTE-DEUX MILLE EUROS
(42.000, 00 €)**

- **HUITIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, lot de copropriété n°9 : Appartement n° D2 (duplex) situé au 3^{ème} étage, comprenant 3 pièces et d'une surface d'environ 66, 64 m² ;

**MISE A PRIX HUITIEME LOT : TRENTE-SEPT MILLE EUROS
(37.000, 00 €)**

- **NEUVIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, lot de copropriété n° 10 : Appartement n°D3 (duplex) situé au 3^{ème} étage, comprenant 2 pièces et une mezzanine, d'une surface d'environ 27, 75 m² ;

**MISE A PRIX NEUVIEME LOT : DIX-SEPT MILLE EUROS
(17.000, 00 €)**

- **DIXIEME LOT** : Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), cadastré Section DY n°361, lot de copropriété n°11 : Appartement n°D4 (duplex) situé au 3^{ème} étage, comprenant 1 pièce et une mezzanine, d'une surface d'environ 28, 91 m² ;

**MISE A PRIX DIXIEME LOT : DIX-SEPT MILLE EUROS
(17.000, 00 €)**

RAPPEL DE LA PROCEDURE

A LA REQUETE DE :

La **COMPAGNIE EUROPÉENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS**, société anonyme au capital de 160 995 996 €, inscrite au RCS de PARIS sous le numéro 382 506 079, entreprise régie par le Code des assurances, ayant son siège social 16 rue Hoche, Tour Kupka B, 92919 LA DEFENSE CEDEX, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège,

Faisant élection de domicile en le cabinet de Maître Laetitia DAURIAC, Avocat, membre de la SELARL DAURIAC-COUDAMY, Avocat au Barreau de LIMOGES, demeurant 12 rue des Anglais à LIMOGES (87000) (téléphone : 05.55.77.32.54, email : cabinet@dauriac-avocats.com), en le cabinet duquel il est fait élection de domicile et qui se constitue et occupera pour la requérante sur les présentes poursuites de saisie immobilière.

Ayant pour Avocat plaissant Maître Gwendal LE COLLETER, Avocat, membre de la SARL AHBL AVOCATS, Avocat au Barreau de BORDEAUX, y demeurant 56 Avenue de la République - 33200 BORDEAUX.

AGISSANT EN VERTU :

- De la copie exécutoire d'un jugement prononcé par le Tribunal de Grande Instance (*devenu le Tribunal Judiciaire*) de NÎMES, 3^{ème} Chambre Civile, du 4 juillet 2018 (RG n°17/05986), au profit de la Compagnie Européenne de Garanties et Caution (CEGC) à l'encontre de Monsieur [REDACTED]
- De l'acte de signification du jugement à Monsieur [REDACTED], en date du 20 septembre 2018,
- Du certificat de non-appel délivré par le Greffe de la Cour d'appel de NÎMES le 25 octobre 2018.

A ETE SIGNIFIE suivant exploit la Société SYNERGIE HUISSIERS 13, Commissaire de Justice à MARSEILLE, en date du 17 avril 2023, à :

- **Monsieur** [REDACTED], né le [REDACTED] à [REDACTED], [REDACTED], de nationalité française, célibataire, demeurant [REDACTED]

Partie saisie,

Un commandement de payer valant saisie immobilière pour la somme de :

- **NEUF CENT SOIXANTE-SIX MILLE TROIS CENT VINGT-SEPT EUROS ET SOIXANTE-DIX-HUIT CENTIMES (966.327,78 €)** montant de la créance en principal, intérêts et frais à la date du 6 mars 2023 ainsi que toutes sommes échues ou à échoir depuis cette date jusqu'au parfait règlement.

Cette somme est détaillée de la façon suivante :

<p>Condamnations prononcées au titre du jugement du Tribunal de Grande Instance (<i>devenu le Tribunal Judiciaire</i>) de NÎMES, 3^{ème} Chambre Civile, du 4 juillet 2018 (RG n°17/05986), incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Principal Prêt (Réf CEGC 201015126301) : 304.505, 72 € ▪ Principal Prêt (Réf CEGC 201015126302) : 603.560, 66 € <p><i>Total condamnations selon jugement</i></p>	908.066, 38 €
<p>Dépens</p> <ul style="list-style-type: none"> - Frais d'hypothèques : 7.456,00 € - Frais d'Huissier – Signification de l'assignation du 19/10/2017 : 95, 02 € - Frais d'inscription hypothèque : 13.620, 68 € - Frais signification de l'assignation du 17/11/2017 et dénonciation inscription hypothèque : 176, 94 € - Frais dénonciation hypothèque du 28/11/2017 : 106, 49 € - Droit de plaidoirie : 26, 00 € - Frais d'Huissier – Signification du jugement : 88, 47 € - Frais d'inscription hypothèque définitive : 6.230, 74 € - Autres dépens : 35, 00 € <p><i>Montant total des dépens</i></p>	27. 835, 34 €
<p>Frais d'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> - PV de saisie-attribution (loyers) : 437, 72 € - Dénonce de saisie-attribution : 90, 96 € - CNC saisie-attribution (HDJ) : 51, 07 € - Signification d'un certificat de non-contestation HDJ (sat) : 77,59 € - Total prestation de recouvrement A444-31 sur solde : 338, 24 € - Total frais de gestion : 38, 20 € <p><i>Montant total des frais d'exécution</i></p>	1.033, 78 €
<p>Intérêts au taux légal du 25 septembre 2017 au 19 novembre 2018 sur la somme de 908.066, 38 €</p>	9.310, 79 €

Intérêts au taux de légal, majoré de cinq points (article L.313-3 du Code Monétaire et Financier), sur la somme de 908.066, 38 € du 20 novembre 2018 au 2 juillet 2020	86.053, 46 €
Intérêts au taux de légal, majoré de cinq points (article L.313-3 du Code Monétaire et Financier), sur la somme de 866.168, 88 € du 3 juillet 2020 au 6 mars 2023	135.969,78 €
<i>Règlements reçus à compter du 2 juillet 2020 au 6 mars 2023</i>	- 201.941,75 €
TOTAL sauf mémoire, erreur ou omission	966.327,78 €

Cette créance porte intérêt au taux légal, majoré de cinq points, sur la somme de 866.168, 88 Euros, à compter du 7 mars 2023.

Ainsi que tous les frais y compris le coût du commandement et le droit proportionnel, le tout qu'il a été offert de liquider sur le champ en cas de paiement.

Sous réserves expresses de tous frais, intérêts des frais et avances et de tous autres dus, droits et actions.

Ledit commandement contenait les copies et énonciations prescrites par l'article R.321-3 du code des procédures civiles d'exécution, c'est-à-dire :

- 1° La constitution d'avocat du créancier poursuivant, laquelle emporte élection de domicile ;
- 2° L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3° Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4° L'avertissement que le débiteur doit payer ces sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5° La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière ;
- 6° L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci au bureau des hypothèques ;

- 7° L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8° L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9° La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- 10° L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11° L'indication du juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes ;
- 12° L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande, peut bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie, s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de cette loi.
- 13° L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 331-1 du code de la consommation.

Ce commandement demeuré infructueux, a été publié au service de la publicité foncière de LIMOGES 1, (8704P01), le 26/05/2023, sous les références Volume 2023 S numéro 29.

La sommation de prendre connaissance du cahier des conditions de la vente avec assignation à l'audience d'orientation du 18/09/2023 à 14H30 devant le Juge de l'Exécution de LIMOGES a été délivrée le 24 juillet 2023 au débiteur et a été annexée aux présentes, ainsi que l'état sur publication du commandement de payer valant saisie et le procès-verbal descriptif.

BIENS CONCERNES

1° DESIGNATION DES LOTS SAISIS

- **PREMIER LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°2, situé au 1er étage, en façade sur la place des Bancs, comprenant trois pièces d'une surface habitable de 107,73 m2, portant la référence « B1 » sur le plan.

Et les 147/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **DEUXIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°3, situé au 1^{er} étage, traversant entre la rue de la Loi et la rue Haute Vienne, comprenant trois pièces d'une surface habitable de 54,94 m2, portant la référence « B2 » sur le plan.

Et les 77/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **TROISIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°4, situé au 2^{ème} étage, en façade sur la place des Bancs, comprenant trois pièces d'une surface habitable de 72,49 m2, portant la référence « C1 » sur le plan.

Et les 102/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **QUATRIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°5, situé au 2^{ème} étage, en façade sur la rue Haute Vienne, comprenant une pièce d'une surface habitable de 39,78 m2, portant la référence « C2 » sur le plan.

Et les 54/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **CINQUIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°6, situé au 2^{ème} étage, en façade sur la rue Haute Vienne, comprenant une pièce d'une surface habitable de 28,92 m2, portant la référence « C3 » sur le plan.

Et les 39/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **SIXIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°7, situé au 2^{ème} étage, en façade sur la rue de la Loi, comprenant une pièce d'une surface habitable de 26,38 m2, portant la référence « C4 » sur le plan.

Et les 37/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **SEPTIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement, correspondant au lot de copropriété n°8, situé au 3^{ème} étage, en façade sur la place des Bancs, comprenant trois pièces d'une surface habitable de 74,89 m2, portant la référence « D1 » sur le plan.

Et les 108/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **HUITIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement en duplex, correspondant au lot de copropriété n°9, situé au 3^{ème} étage, en façade sur la rue Haute Vienne, comprenant trois pièces d'une surface habitable de 66,64 m2, portant la référence « D2 » sur le plan.

Et les 91/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **NEUVIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement en duplex, correspondant au lot de copropriété n°10 situé au 3^{ème} étage sous combles, en façade sur la rue Haute Vienne, comprenant deux pièces d'une surface habitable de 27,75 m2, portant la référence « D3 » sur le plan.

Et les 44/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

- **DIXIEME LOT :**

Au sein d'un immeuble en copropriété à LIMOGES (87000), 46 rue Haute Vienne, 2 Place des Bancs et 43 rue de la Loi, le tout sur une parcelle cadastré section DY n°361, d'une surface de 00 ha 2 a 68 ca ;

Lot saisi : un logement en duplex, correspondant au lot de copropriété n°11, situé au 3^{ème} étage sous combles, en façade sur la rue Haute Vienne, comprenant un séjour d'une surface habitable de 28,91 m2, portant la référence « D4 » sur le plan.

Et les 37/1.000èmes des parties communes sur l'ensemble immobilier.

Ensemble, toutes les appartenances, dépendances, servitudes et mitoyennetés desdits biens et droits immobiliers sans aucune exception ni réserve.

2° REGLEMENT DE COPROPRIETE ET ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Pour l'ensemble des dix lots susvisés, dépendant du même immeuble en copropriété, l'État descriptif de division et règlement de copropriété a été déposé au rang des minutes de Maître Patrick MOUIAL, Notaire à FLORENSAC, le 5 décembre 2006 et publié au 1^{er} Service de la Publicité Foncière de LIMOGES le 27 décembre 2006 sous la référence d'enlissement 8704 P 01 Volume 2006 P n°15690.

3° ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens ci-dessus désignés, correspondant aux lots n°1 à 10 faisant l'objet de la procédure de saisie, appartiennent à Monsieur [REDACTED] pour les avoir acquis en vertu d'un acte de vente reçu par Maître MOUIAL, Notaire à FLORENSAC en date du 9 mai 2011 publié et enregistré au 1^{EME} Service de Publicité Foncière de LIMOGES, le 27 mai 2011, sous la référence d'enlissement 8704 P 01 Volume 2011 P n°5582.

4° SYNDIC DE COPROPRIETE

Le Syndic de l'immeuble en copropriété est la Société GESCAP III, demeurant 18 rue de Prony à PARIS (75017), ainsi qu'il résulte des constatations opérées par le Commissaire de Justice ayant dressé le procès-verbal descriptif.

5° PROCES-VERBAL DESCRIPTIF ET AUTRES DOCUMENTS :

Il est annexé au présent Cahier des Conditions de Vente, le procès-verbal descriptif dressé par la SELARL DELAIRE PASQUIES ET ASSOCIÉS, Commissaires de Justice à LIMOGES (87000), 3 bis, rue de la Mauvendière, en date du 12/06/2023.

Sont annexés au procès-verbal descriptif :

- Le dossier des diagnostics techniques immobiliers établi par le Cabinet CABEX EXPERTISES ET DIAGNOSTICS IMMOBILIERS les 13/06/2023 et 15/06/2023, comprenant un état de repérage amiante, un certificat de superficie, un constat de risque d'exposition au plomb CREP, un diagnostic de performance énergétique, un état de l'installation intérieure d'électricité, un état des risques et pollutions pour chacun des dix lots susvisés ;
- L'état descriptif de division et le règlement de copropriété ;
- Les baux consentis sur l'immeuble, pour chacun des dix lots susvisés .

Est également annexé au présent Cahier des Conditions de Vente :

- Le plan cadastral.

Seront ultérieurement annexés les documents complémentaires qui pourront être obtenus.

6° SERVITUDE GREVANT L'IMMEUBLE :

En l'absence de servitude grevant l'immeuble portée à la connaissance du poursuivant, ou résultant des pièces annexées au présent cahier des conditions de vente, il appartiendra aux enchérisseurs de faire toute diligence pour se renseigner.

7° BAUX SUR L'IMMEUBLE

Les seules informations connues du poursuivant sont celles qui résultent des pièces annexées au présent cahier des conditions de vente et notamment du procès-verbal descriptif.

A la date de l'établissement du procès-verbal descriptif du 12/06/2023, les 10 lots étaient occupés en vertu de contrats de location consentis entre 2013 et 2023, ainsi qu'il résulte des constatations opérées par le Commissaire de Justice l'ayant dressé, à savoir :

- PREMIER LOT (lot de copropriété n°2) : « *Ce logement est loué à Monsieur BOUTINON. Le bail en date du 29/07/2013 a une prise d'effet au 01/08/2013 pour trois ans, pour expirer 31 juillet 2016. Le loyer initial est de 900 euros* ».
- DEUXIEME LOT (lot de copropriété n°3) : « *Ce logement est loué à Madame DIDJANGU. Le bail a une prise d'effet au 25/04/2023 pour trois ans. Le loyer initial est de 564 euros.* »
- TROISIEME LOT (lot de copropriété n°4) : « *Ce logement est loué à Mesdames Cynthia MOMEJA et Elise CAZALE. Le bail a une prise d'effet au 17/08/2022 pour trois ans. Le loyer initial est de 660 euros.* »
- QUATRIEME LOT (lot de copropriété n°5) : « *Ce logement est loué à Madame Suzanne ATTALLAH. Le bail en date du 10/08/2021 a une prise d'effet au 18/08/2021 pour trois ans. Le loyer initial est de 431 euros* »
- CINQUIEME LOT (lot de copropriété n°6) : « *Ce logement est loué à Madame Evelyne MARTY-PELLIGUAN. Le bail a une prise d'effet au 15/01/2019 pour trois ans. Le loyer initial est de 300 euros.* »
- SIXIEME LOT (lot de copropriété n°7) : « *Ce logement est loué à Monsieur Anatol AUDOIN. Le bail a une prise d'effet au 02/09/2022 pour trois ans. Le loyer initial est de 260 euros.* »
- SEPTIEME LOT (lot de copropriété n°8) : « *Ce logement est loué à Monsieur BONNOTTE. Le bail en date du 02/12/2019 a une prise d'effet au 02/12/2019 pour trois ans, pour expirer 31 juillet 2016. Le loyer initial est de 650 euros.* »
- HUITIEME LOT (lot de copropriété n°9) : « *Ce logement est loué à Madame Amélie CHAUQUET et Monsieur Patrick NZISABIRA. Le bail en date du 01/07/2020 a une prise d'effet au 01/07/2020 pour trois ans. Le loyer initial est de 625 euros.* »

- NEUVIEME LOT (lot de copropriété n°10) : « Ce logement est loué à Madame Sarah MONTILLAUD. Le bail a une prise d'effet au 13/08/2021 pour trois ans. Le loyer initial est de 369 euros. »
- DIXIEME LOT (lot de copropriété n°11) : « Ce logement est loué à Madame Justine CHAMBON. Le bail en date du 18/06/2021 a une prise d'effet au 31/08/2021 pour trois ans. Le loyer initial est de 321 euros. »

MISE A PRIX

L'adjudication aura lieu à l'audience du juge de l'exécution du Tribunal de Judiciaire de LIMOGES, sur la mise à prix de :

MISE A PRIX PREMIER LOT :	SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (65.000, 00 €)
MISE A PRIX DEUXIEME LOT :	TRENTE-DEUX MILLE EUROS (32.000, 00 €)
MISE A PRIX TROISIEME LOT :	QUARANTE-DEUX MILLE EUROS (42.000, 00 €)
MISE A PRIX QUATRIEME LOT :	VINGT-DEUX MILLE EUROS (22.000, 00 €)
MISE A PRIX CINQUIEME LOT :	DIX-SEPT MILLE EUROS (17.000, 00 €)
MISE A PRIX SIXIEME LOT :	DIX-SEPT MILLE EUROS (17.000, 00 €)
MISE A PRIX SEPTIEME LOT :	QUARANTE-DEUX MILLE EUROS (42.000, 00 €)
MISE A PRIX HUITIEME LOT :	TRENTE-SEPT MILLE EUROS (37.000, 00 €)
MISE A PRIX NEUVIEME LOT :	DIX-SEPT MILLE EUROS (17.000, 00 €)
MISE A PRIX DIXIEME LOT :	DIX-SEPT MILLE EUROS (17.000, 00 €)

IMPOTS FONCIERS ET TAXE D'HABITATION

Il est porté à la connaissance des enchérisseurs que si l'ancien propriétaire n'est pas à jour du paiement des taxes foncières, l'administration fiscale bénéficie sur l'immeuble vendu d'un droit de suite conformément à l'article 1920 2 du code général des impôts ainsi rédigé :

« 2. Le privilège établi au 1 s'exerce en outre :

1° Pour la fraction de l'impôt sur les sociétés due à raison des revenus d'un immeuble, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus de cet immeuble ;

2° Pour la taxe foncière sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution ».

Il appartient aux enchérisseurs de se renseigner sur l'arriéré éventuel de taxes foncières et d'en faire leur affaire personnelle.

D'autre part, l'adjudicataire devra supporter le montant de l'impôt foncier et de la taxe d'habitation se rapportant à l'année en cours, au prorata temporis en fonction du temps restant à courir jusqu'à la fin de l'année civile en cours.

FRAIS DE MAINLEVÉE

Si aucune procédure de distribution du prix d'adjudication n'est ouverte, l'adjudicataire sera tenu d'acquitter en sus de son prix tout frais de quittance ou de radiation des inscriptions frappant l'immeuble.

COPROPRIÉTÉ OU LOTISSEMENT

Toutes les stipulations du règlement de copropriété, et, le cas échéant de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire.

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un lotissement, toutes les stipulations du cahier des charges du lotissement, additifs et annexes s'imposeront à l'adjudicataire.

URBANISME

Les renseignements d'urbanisme feront l'objet d'un dire ultérieur.

OBSERVATIONS GENERALES

La désignation qui précède et plus spécialement les énonciations relatives à la superficie et aux droits des parties ne sont données qu'à titre purement indicatif sans qu'elles puissent engager en cas d'erreurs, d'inexactitudes, d'omissions ou d'insuffisances, la responsabilité du poursuivant, celui-ci faisant les plus expresses réserves tant sur lesdites erreurs, omissions, inexactitudes ou insuffisances que pour les non-concordances qui pourraient exister entre ladite désignation et la réalité.

Les renseignements portés ne sont fournis qu'à titre purement indicatif par le poursuivant, sans garantie de sa part, à partir des éléments en sa

possession. Les adjudicataires éventuels sont invités à les vérifier, au moment de la visite des lieux, ou par tout autre moyen.

L'immeuble sera mis en vente et vendu en l'état où il se trouve.

L'adjudicataire aura donc à faire son affaire propre et personnelle des conséquences de son adjudication sans aucun recours ni garantie contre qui que ce soit au résultat de la préemption de tous droits de propriété si augmentés ou diminués qu'ils puissent être.

Les mêmes réserves sont faites relativement aux servitudes qui pourraient grever ledit immeuble ou lui profiter sauf pour l'adjudicataire à faire valoir les unes et à se défendre des autres ainsi qu'il avisera.

CHARGES, CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES **DE LA VENTE**

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1er – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 – Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés, institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 – Garantie À fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à

l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

Article 16 – Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

Article 19 – Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a. de le publier au Service de la Publicité Foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b. de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, qu'à l'expiration du délai de surenchère et, en cas de surenchère, que le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages, qu'à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 – Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 – Purge des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de 1er rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 – Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 – Élection de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

Article 27 – Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue

définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Fait et rédigé le présent cahier des conditions de vente par moi, avocat de la partie poursuivante soussignée.

LIMOGES, le

juillet 2023

Pièces jointes

- 1) État hypothécaire délivré sur la publication du commandement par le SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE de LIMOGES 1 le 26/05/2023 et état initialement délivré par le même service le 09/02/2023
- 2) Procès-verbal descriptif en date du 12/06/2023
- 3) Dossier des diagnostics techniques immobiliers établi par le Cabinet CABEX EXPERTISES ET DIAGNOSTICS IMMOBILIERS les 13/06/2023 et 15/06/2023, comprenant un état de repérage amiante, un certificat de superficie, un constat de risque d'exposition au plomb CREP, un diagnostic de performance énergétique, un état de l'installation intérieure d'électricité, un état des risques et pollutions pour chacun des lots n°2 à 11 ;
- 4) État descriptif de division et règlement de copropriété
- 5) Baux consentis sur l'immeuble
- 6) Plan cadastral
- 7) Sommation de prendre connaissance du cahier des charges et conditions de vente avec assignation à l'audience d'orientation devant le Juge de l'Exécution, délivrée le 24 juillet 2023